



CLUB AFRIQUE  
RÉSEAU AEGE



# L'AWALÉ

Février 2024

## L'ÉDITO

Le club Afrique continue à vous apporter de nouvelles analyses sur l'actualité et souhaite faire évoluer sa newsletter ce mois-ci avec un nouveau format !

Félicitations aux nouveaux champions d'Afrique, la Côte d'Ivoire 🇳🇵, à la fois pour le parcours sportif et pour l'organisation de cette compétition. Au-delà du football, c'est l'Afrique qui a gagné avec une mise en avant extrêmement positive de talents sportifs, musicaux et de jeunes entrepreneurs africains.

## AU SOMMAIRE

P.2 : L'Afrique sous le joug des agences de notation américaines ?

P.3 : Exode bancaire : Les institutions françaises se replient d'Afrique

P.4 : Le Niger cible les actifs économiques français dans une démarche assertive

P.5 : La Somalie n'est plus considérée dans la corne Africaine

P.6 : Starlink : stratégie américaine des "petits pas" en Afrique ?

P.7 : Guerre cognitive entre le Kenya et la société civile haïtienne à l'approche de la Mission sécuritaire de l'ONU

P.9 : Jeu des chaises musicales dans l'influence au Mali



En dernière page : Entretien avec Monsieur WILLIAM ELONG

## COMITÉ DE RÉDACTION

Ulysse RIBON   Stanislas LEGAL   Gebran MEHANNA   Antoine LIEVRE   Etienne VIGNAU  
Audrey COLIN   Charles SIMON   Thibault PELLISSIER

contact : [awale@aege.fr](mailto:awale@aege.fr)

# L'AFRIQUE SOUS LE JOUG DES AGENCES DE NOTATION AMÉRICAINES ?

#FINANCE #NOTATION #DETTE #SOVERAINETÉ

## À SAVOIR

Le dernier rapport de l'entité affiliée à l'Union africaine (UA) pointe les récentes erreurs commises par les agences de notation dans le cadre de l'évaluation du Cameroun. En 2023, des tensions étaient déjà montées suite au classement de 30 sur 32 pays évalués dans la catégorie spéculative.

## CE QU'IL FALLAIT VOIR

La notation émise par les agences est une opinion sur la probabilité de défaut, c'est-à-dire que la dette contractée ne soit pas payée à échéance. Ces notes permettent ainsi aux pays et aux entreprises d'accéder aux marchés mondiaux et de lever des fonds sur les marchés de capitaux par l'émission de dette.

La notation des pays africains est quasiment uniquement réalisées par trois entreprises américaines (Standard & Poor's, Moody's et Fitch Ratings), ce qui en fait à la fois un outil d'influence très puissant et, du côté africain, un obstacle à une souveraineté financière mais également un frein à un développement économique. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) avait par exemple estimé qu'une évaluation plus équilibrée aurait pu faire économiser 75 milliards de dollars à ces pays (environ 80% des besoins annuels d'investissement en Afrique).

Une évaluation de la santé financière d'un pays d'autant plus importante pour les sociétés étrangères du fait de l'accès parfois limité aux données sur les comptes nationaux ou sur la dette de certains pays africains. L'investissement ou non de ces sociétés en Afrique repose alors davantage sur la notation émise.

Cela amène l'idée d'une ou de plusieurs agences de notations africaines plus à même de comprendre les spécificités et les dynamiques nationales africaines. Une émergence qui viendrait davantage en complément qu'en remplacement, les trois entreprises américaines de notation étant déjà bien établies en Afrique.



**Jeune Afrique -18/01/2024**

[Moody's, Fitch Ratings, S&P... Les agences de notation font-elles bien leur travail en Afrique ?](#)

# EXODE BANCAIRE : LES INSTITUTIONS FRANÇAISES SE REPLIENT D'AFRIQUE

#FINANCE #STRATEGIEDEPUISSANCE #BRICS #BANQUE

## À SAVOIR

D'abord sporadique, l'exode des banques françaises d'Afrique s'accélèrent. À l'image de la Société Générale qui annonce céder ses plus petites filiales en Afrique. Après la cession de ses filiales au Tchad, au Congo, en Mauritanie et en Guinée Équatoriale, la banque française annonce de nouveaux départs. En effet, dans un dernier communiqué, on apprend la vente de ses filiales du Burkina Faso et du Mozambique. Le groupe guinéen Visa Banque a été choisi comme repreneur. Ce dernier est détenu par Simon Tiemtoré, partisan d'une finance panafricaine, en 2020, il avait déjà repris les actifs de BNP Paribas au Burkina Faso et en Guinée.

## CE QU'IL FALLAIT VOIR

BNP Paribas, Crédit Agricole, Société Générale, les banques françaises accélèrent de plus en plus leur désengagement du continent africain. Ce désengagement concerne majoritairement les banques de détails, est épargné la banque d'investissement dans certains pays. Annonçant vouloir se concentrer sur les marchés les plus lucratifs, comment expliquer ce désengagement ?

À l'image du groupe Vista Banque, les groupes bancaires panafricains font de plus en plus concurrence aux banques françaises. Corollaire de la perte d'influence de la France, les filiales françaises peinent à mettre en œuvre leur stratégie. Les contraintes réglementaires européennes freinent leur développement (Autorité Bancaire Européenne). L'arrivée de nouveaux partenaires indiens, turcs, chinois ou russes rebattent les cartes des partenariats bancaires. Vista Banque a pour objectif de devenir un établissement financier panafricain de classe mondiale. Mettant l'accès sur les secteurs en développement, favorisant un modèle à fort volume et faible taux de marge.



**Les Échos – 07/12/2023**

[Société Générale poursuit son désengagement en Afrique](#)

# LE NIGER CIBLE LES ACTIFS ÉCONOMIQUES FRANÇAIS DANS UNE DÉMARCHE ASSERTIVE

#NIGER #EAU #ENERGIE #ENVIRONNEMENT

## À SAVOIR

Après 22 ans d'exploitation, le contrat de l'entreprise française, Véolia et de sa filiale, la société d'exploitation des eaux du Niger (SEEN), est arrivé à échéance le 31 décembre 2023, laissant la main à la Nigérienne des Eaux. Le gouvernement nigérien a décidé de nationaliser l'exploitation de son eau potable. Après avoir ordonné le départ des troupes militaires françaises ainsi que la fermeture de l'ambassade de France au Niger, le pays s'attaque désormais aux avoirs économiques français.

## CE QU'IL FALLAIT VOIR

Le départ de Véolia s'inscrit dans un long processus de détachement entre Paris et Niamey. Dès février 2023, Sylvain Itté, ancien ambassadeur de France au Niger, créait la polémique en critiquant les nouveaux partenariats entre le Niger et la Russie et invitait les habitants à « arrêtez de boire de l'eau, puisqu'elle est européenne. »

La résiliation du contrat de Véolia par la junte nigérienne est perçue comme un signal fort du dépècement de la France dans la région. Bien que les indicateurs du commerce extérieur français en Afrique montrent des signes positifs, les nations sahéliennes ont clairement exprimé leur opposition ferme à la présence française sur le plan militaire. Cette tendance semble aujourd'hui avoir un impact sur le plan diplomatique et économique.

En termes de communication, le Niger montre une volonté de réaffirmer sa souveraineté dans ce secteur stratégique tout en exprimant sa détermination de reprendre le contrôle de ses ressources naturelles de manière plus globale. Il est fort à parier que les nouvelles autorités poursuivent cette tendance et soient à la recherche de partenariats plus divers.



**Jeune Afrique – 11/01/2024**

[Les coulisses du départ mouvementé du français Veolia du Niger](#)

# LA SOMALIE N'EST PLUS CONSIDÉRÉE DANS LA CORNE AFRICAINE

#SOVERAINETÉ #INFLUENCE RÉGIONALE #SOMALIE

## À SAVOIR

Tout d'abord, le Somaliland, une province au Nord de la Somalie a déclaré son indépendance en 1991 mais n'est pas reconnu par la communauté internationale. L'accord entre l'Éthiopie et le Somaliland signé le 1er janvier 2024 accorde 19 km<sup>2</sup> de la côte somalilandaise à l'Éthiopie autour du port de Berbera. L'Éthiopie voulait un accès à la mer à pour diversifier ses routes commerciales car aujourd'hui elle est obligée de faire transiter 95% de ses exportations et 80% de ses importations par le port de Djibouti. L'accord inclut également la possibilité pour l'Éthiopie d'installer une base militaire sur ce territoire. En contrepartie, l'Éthiopie envisage de reconnaître l'indépendance du Somaliland sur la scène internationale. L'Éthiopie deviendrait alors le premier pays membre de l'ONU à reconnaître le Somaliland Indépendant de la Somalie. Cet accord a provoqué de nombreuses réactions notamment celle de la Somalie qui a condamné l'accord et a appelé les instances internationales à faire appliquer leur compétence dans la question du respect de sa souveraineté territoriale.

## CE QU'IL FALLAIT VOIR

Le nouvel accord de janvier agit comme une bombe dans les relations diplomatiques de la corne africaine. La Somalie perçoit l'attribution d'un bout de territoire du Somaliland comme un viol de sa souveraineté territoriale. Mogadiscio a immédiatement rendu nul et illégal cet accord et a saisi les instances internationales de L'ONU ou de l'Union Africaine afin d'obtenir l'appui de celles-ci. Incontestablement, la possibilité d'entente entre le Somaliland et l'Éthiopie en négligeant l'avis de Mogadiscio montre la perte d'influence de la Somalie sur la corne africaine. Dans cet accord, l'Éthiopie s'engage à reconnaître l'indépendance du Somaliland. Cette perspective semblerait impensable si la situation intérieure en Somalie était plus stable. La possible reconnaissance de l'indépendance du Somaliland par l'Éthiopie remet en question la position de la Somalie dans le système régional que représente la corne africaine. Cet accord a suscité de nombreuses réactions de la part de la communauté internationale. Certains acteurs, comme l'Égypte, la Turquie et l'Érythrée ainsi que l'Union Européenne ou la ligue arabe, ont pris position directement pour réaffirmer la souveraineté territoriale somalienne. Enfin cet accord est la preuve que la stabilité de la corne de l'Afrique est fragile. Un simple accord bilatéral entre deux acteurs peut raviver les tensions existantes dans cette région particulièrement sensible.

**Aljazeera - 01/01/2024**

[Ethiopia signs agreement to use Somaliland's Red Sea port](#)



**TV5Monde - 02/01/2024**

[Entre l'Éthiopie et le Somaliland, un accord qui exaspère la Somalie](#)

## À SAVOIR

Le 18 décembre, Starlink annonce sur Twitter que son réseau est désormais disponible en Eswatini. C'est désormais le huitième pays africain dans lequel Starlink propose son service d'accès à Internet depuis le début de l'année 2023, après le Nigeria, le Rwanda, le Mozambique, le Kenya, le Malawi et la Zambie, Bénin.

## CE QU'IL FALLAIT VOIR

Starlink répond à une multitude d'enjeux pour les pays africains. L'entreprise offre une solution pour pallier une déficience d'accès à Internet dans un contexte où le taux de pénétration d'Internet est de 34 % (2022), grâce à des avantages non-négligeables par rapport aux fournisseurs d'accès traditionnels en Afrique. Au-delà des avantages techniques, Starlink permet aux pays africains de diversifier leurs fournisseurs d'accès à Internet. Cependant, ce nouveau marché est une opportunité pour Washington. Starlink s'implante aujourd'hui dans un marché en forte expansion C'est une réelle manne à la fois pour l'entreprise, mais aussi pour les Etats-Unis qui voient une entreprise incontournable du secteur s'implanter sur le continent. À l'heure où Washington continue son offensive sur le continent, et se félicite d'avoir conclu des accords record avec le continent cette année, Starlink illustre la stratégie américaine sur ce continent. Il faut également noter que grâce à sa technologie, Space X propose des services d'accès à internet pour le secteur civil par le biais de Starlink, mais l'entreprise propose depuis cette année des satellites à destination du secteur militaire (Starshield). Elle a conclu à ce titre un contrat avec la Space Force américaine pour la fourniture de satellites.

Pour l'heure, Starlink prévoit de fournir un accès à Internet dans de nouveaux pays en 2024 et est en pourparlers avec plusieurs gouvernements. Affaire à suivre !



**afriqueitnews - 06/11/2023**

[Starlink part à la conquête du Bénin](#)

# GUERRE COGNITIVE ENTRE LE KENYA ET LA SOCIÉTÉ CIVILE HAÏTIENNE À L'APPROCHE DE LA MISSION SÉCURITAIRE DE L'ONU

#KENYA #HAÏTI #GESTIONDECRISE #DIPLOMATIE #ONU

## À SAVOIR

En octobre 2023, le président Ruto avait répondu à l'appel d'Haïti en annonçant le déploiement d'un millier de policiers kényans sur l'île en proie à la violence des gangs. La décision avait été validée par le Parlement le mois suivant. Or, saisie par un opposant, la Haute Cour de Nairobi a déclaré, le 26 janvier, que ce déploiement était « inconstitutionnel, illégal et invalide ». Le gouvernement a d'ores et déjà annoncé faire appel de la décision.

## CE QU'IL FALLAIT VOIR

Le déploiement et la réussite de cette mission en Haïti est d'importance majeure. Le Kenya serait le 1er pays africain à diriger une mission en dehors du continent. L'enjeu est de taille, car le succès de cette entreprise pourrait ouvrir la voie à d'autres prétendants et redéfinir les ambitions africaines à l'ONU, à l'heure de l'épuisement des missions onusiennes sur le continent. Fort de son expérience dans les opérations de maintien de la paix, notamment en RDC et en Somalie, le Kenya se présente comme un choix naturel pour cette mission délicate.

Le plus grand obstacle au déploiement de cette mission pourrait bien être l'hostilité de la société civile haïtienne. Les craintes d'une nouvelle intervention étrangère, alimentée par le souvenir amer de la mission de la MINUSTAH dirigée par le Brésil et les accusations de troupes népalaises ayant introduit le choléra après le séisme de 2010, pèsent lourdement sur l'acceptation de cette initiative.



# GUERRE COGNITIVE ENTRE LE KENYA ET LA SOCIÉTÉ CIVILE HAÏTIENNE À L'APPROCHE DE LA MISSION SÉCURITAIRE DE L'ONU

#KENYA #HAÏTI #GESTIONDECRISE #DIPLOMATIE #ONU

Malgré ces défis, le Kenya peut compter sur un soutien de poids. Outre le gouvernement haïtien, les puissances occidentales, en particulier les États-Unis, se sont engagées à soutenir cette entreprise. Le récent accord de sécurité de cinq ans signé entre Washington et Nairobi témoigne de l'importance stratégique accordée à cette coopération. Le secrétaire américain à la défense, Lloyd Austin, a expressément loué le leadership du Kenya dans la lutte contre les problèmes de sécurité régionale et mondiale. Les États-Unis, désireux de ne pas voir cette mission répéter les échecs passés en Somalie, semblent prêts à tout mettre en œuvre pour garantir le succès des Kényans en Haïti. Cependant, la réticence persistante de la société civile haïtienne et les préoccupations concernant les antécédents de la police kényane pourraient encore compliquer la réalisation de cette mission ambitieuse.

**RFI - 08/12/2023**

[Le Kenya envoie une nouvelle délégation en Haïti pour «préparer» la «mission multinationale»](#)



**Le Monde - 26/01/2024**

[Au Kenya, la justice refuse le déploiement de policiers à Haïti, le président n'abandonne pas](#)

## À SAVOIR

#MALI #DRONE #TURQUIE #RUSSIE

Six drones Bayraktar TB2 réputés pour leur efficacité sur le terrain ont été réceptionnés au Mali début janvier 2024. L'objectif de ces derniers est de poursuivre la lutte contre le terrorisme qui gangrène le Sahel. Ce contrat prévoit également le partage des technologies, afin de décider de leur propre programme.

## CE QU'IL FALLAIT VOIR

Après le retrait des forces françaises déployées au Mali, l'alliance occidentale a laissé place à de nouveaux partenariats qui semblent mieux répondre aux besoins du gouvernement en place. Ceci se manifeste par la multiplication des visites de délégation et des rencontres protocolaires ainsi que les accords passés avec d'autres puissances étrangères. Ainsi, la Russie et la Turquie ont réussi à se rendre incontournables.

Ce contrat d'armement turque est la réponse privilégiée et attendue par le Mali dans la lutte contre le terrorisme. En effet, les coûts de possession et d'entretien de drones sont moindres, contrairement à ce que représente le coût humain en opération.

La stratégie d'influence turque ne se limite pas qu'à la fourniture d'équipement militaire et aux frontières maliennes. La Turquie intervient depuis plusieurs années dans le développement économique et culturel du Sahel,

La portée de ce contrat militaire est une porte d'entrée et contribue à l'influence turque dans son offensive de diplomatie économique. En effet, la politique d'Ankara est de diversifier ses activités en participant à la construction d'établissements religieux, scolaires, et de la santé, et en multipliant ses ambassades.

Cette stratégie d'influence est la continuité de la politique adoptée par Erdogan depuis de nombreuses années. En effet, le schéma employé au Mali est une itération de la stratégie déjà développée en Somalie en 2011 et qui consistait à utiliser la fourniture de matériel militaire comme outil d'influence et de relations économiques plus larges.



**Jeune Afrique - 04/01/2024**

[Le Mali d'Assimi Goïta reçoit des drones turcs](#)



**Domaine :** **Entrepreneuriat / Cyber**

**Profil :** Entrepreneur, ingénieur informatique

**Pays d'expertise :** Cameroun

## Son parcours avant l'EGE :

Après avoir travaillé pour Thales en tant que chargé de projet informatique, William Elong intègre l'école de guerre économique en 2012.

Ayant grandi au Cameroun, William Elong est très vite confronté aux enjeux sécuritaires. C'est dans ce contexte que William se passionne pour l'informatique et développe un intérêt pour les enjeux de l'informations, de la collecte de données et plus globalement pour la géopolitique.

Au sortir de l'EGE, William Elong fonde sa start-up et devient le premier à produire des drones dans son pays.

## Son expérience après l'EGE

### ***"Le drone made in Cameroon" ; "Utiliser l'information pour gagner"***

Après son passage à l'EGE, William Elong crée sa start-up Will & Brothers, un cabinet d'intelligence économique et d'innovation technologique avant de mettre sur pied, en 2015, l'entreprise Drone Africa consacrée au montage et à la construction de drones civils (agriculture, cartographie, météorologie) au Cameroun. Son entreprise a été la première entreprise du Cameroun à fabriquer des drones et ses premiers modèles entièrement produits sur place ont été introduits en 2018.

En 2019, William Elong a étendu son entreprise à l'international avec le lancement de Algo Drone Holding en Allemagne, qui a levé 2 millions d'euros pour soutenir son expansion. Son entreprise se spécialise dans les services liés à l'industrie du drone, et aussi dans le secteur de l'intelligence artificielle. Au Cameroun, il a également été cofondateur de l'école de programmation informatique Developers Institute Cameroon.

## L'intelligence économique en Afrique :

### **"Le lieu où vous allez appliquer tout ce que vous avez appris à l'école"**

L'Afrique est, selon lui, un bon terrain de chasse pour celles et ceux qui souhaitent y faire de l'IE. "La frontière entre l'IE et le renseignement est de plus en plus fine en Afrique".

L'OSINT, l'HUMINT, la veille, sont des pratiques qui, en Afrique, sont très recherchés en raison de l'explosion d'internet. Les Etats africains, de plus en plus convoités par les puissances extérieures, développent de plus en plus cette culture du "renseignement" et de l'intelligence économique.

Selon William Elong, les Etats africains estiment ne pas avoir suffisamment de compétences en veille digitale et en cybersécurité et font très souvent appel à de l'expertise étrangère.